

L'Association pour la politique sociale

Autor(en): **Köng, Werner**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **26 (1934)**

Heft 12

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-383993>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

de la fuite d'or qui se poursuit et le manque de signes avant-coureurs d'une amélioration du bilan des paiements, la lire italienne pourrait être menacée.

Bien que la politique de déflation n'ait remporté aucun succès dans tous les domaines économiques, les chefs responsables de l'Italie ne semblent cependant pas vouloir renoncer à poursuivre cette politique. Le 26 novembre, la Banque d'Italie a porté son taux d'escompte de 3 à 4 %. C'est là une transformation radicale dans la politique de baisse des intérêts pour la conversion des dettes. En opérant une conversion, la banque parvient à réduire les intérêts en tant que facteur de frais et les met ainsi en rapport avec toute la politique de la baisse des prix. En agissant ainsi elle s'est réservée le moyen de poursuivre sa politique de déflation. L'augmentation du taux d'escompte semble avoir une influence restrictive. La nouvelle politique des banques d'émission d'Italie doit renchérir l'argent pour arriver à une diminution de l'économie à laquelle la réserve d'or de plus en plus réduite des banques d'émission semble répondre.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir donné un tableau complet de l'économie italienne dans le présent exposé. Bien plus, nous avons essayé de répondre à la question de savoir si la politique de déflation permet de sortir de la crise actuelle ou si, au contraire, elle ne mène pas plutôt à la faillite de l'économie. Les chiffres cités prouvent nettement que grâce à sa politique de déflation l'Italie se trouve depuis 1926 déjà dans une crise latente qui l'a affaiblie; c'est ainsi que l'Italie fut le pays le moins capable de résister à la crise économique qui sévit en 1929 et la pression exercée sur les prix a atteint doublement l'économie italienne comme elle lui fut le plus préjudiciable.

L'Association pour la politique sociale.

Par *Werner König*.

Il y a quelques mois, le président de l'Association pour la politique sociale, Werner Sombart, informa les membres que cette association était à la veille de sa dissolution. La révolution politique, en Allemagne, rend impossible toute activité de la plus importante organisation d'économistes scientifiques des pays de langue allemande. La sphère d'influence de l'Association pour la politique sociale débordait des frontières de l'Allemagne. Elle comptait parmi ses membres des personnalités d'Autriche, de la Suisse et de Tchécoslovaquie. Ses investigations ne se limitaient pas non plus à l'Allemagne et il n'était pas rare qu'elles fussent confiées à des collaborateurs étrangers. Parmi les nombreuses associations scientifiques qui, depuis le 5 mars 1933, ont été ou synchronisées ou dissoutes (ce qui aboutit à peu près aux mêmes

conséquences), l'Association pour la politique sociale mérite une mention spéciale. Dans le passé, elle n'appartenait, en effet, pas à ces milieux scientifiques s'isolant dans leurs cabinets d'étude, mais les objets de ses investigations étaient toujours choisis dans la vie réelle, dans la pratique. En 1933, l'association accomplissait la soixantième année de son activité, une activité illustrée par les noms des meilleurs et des plus brillants sociologues allemands. Au début de son existence, l'association s'intéressa tout particulièrement aux problèmes que posaient le droit d'association et le contrat de travail. Dans plus d'une assemblée générale, la lutte fut vive entre les tenants de la réaction sociale et les représentants de l'idée syndicale. Pendant des décennies, l'Association pour la politique sociale fut, pour ces derniers, la seule tribune d'où ils pouvaient lutter pour le progrès social.

I.

L'Association pour la politique sociale doit sa fondation aux conditions économiques et sociales, telles qu'elles se présentaient en Allemagne au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Vers 1855, les forces capitalistes accusent un développement considérable, aussi dans les pays germaniques. Favorisée par la création du Zollverein allemand et par l'affermissement du sentiment national, l'unité économique fait de rapides progrès. Le développement du trafic, dû à la construction de chemins de fer, et les perfectionnements de la technique créent les bases de l'essor du capitalisme allemand. C'est l'époque où les Krupp, les Borsig, les Siemens, les Matthias Stinnes brillent avec éclat dans le firmament industriel. Le travail à domicile est supplanté par la petite fabrique, la manufacture se transforme en grande entreprise occupant des milliers d'ouvriers. Cette phase du développement du capitalisme atteint son point culminant au cours des années qui suivirent immédiatement la guerre franco-allemande. Les Allemands furent saisis d'un esprit d'entreprise effréné. De nouvelles industries surgissent partout et la pluie des milliards paraît promettre une abondance éternelle. Cette période, marquée par la fièvre insensée des constructions, par la rage de la spéculation et l'esprit d'aventure, se termina par la crise de 1873. Pour beaucoup, c'est la ruine irrémédiable. Strausberg est incarcéré et Frédéric Grillo perd la raison. Il n'en demeure pas moins que cette courte période fut décisive pour le capitalisme allemand, car c'est alors que l'économie allemande pénètre sur le marché mondial et que sont nouées les premières et importantes relations économiques mondiales.

Mais cet essor formidable des forces productives et cette accumulation rapide de richesses au profit de la bourgeoisie ne laissaient pas d'avoir aussi de sérieux inconvénients. La question sociale, qui s'était déjà plus ou moins posée entre 1840 et 1850, lors de la révolte des tisserands, devint d'une brûlante actualité

pour l'Etat et la société. Le prolétariat, prenant conscience de sa force, invoqua les droits de l'homme si souvent proclamés par le libéralisme et réclama le droit d'être protégé contre les journées de travail trop longues, les salaires insuffisants, les chicanes et l'oppression sous toutes ses formes. A cette époque, l'ouvrier dépendait complètement de l'arbitraire de l'employeur. Pas de législation sur les fabriques ou sur la responsabilité civile, pas d'assurances sociales et l'organisation syndicale était alors inconnue en Allemagne. A vrai dire, la Confédération de l'Allemagne du Nord avait, en principe, reconnu le droit d'association en 1869 et l'Empire allemand en fit autant en 1871. Mais les associations Hirsch-Dunker qui furent créées, ne surent pas pénétrer profondément dans les masses ouvrières.

Cet état de choses sur le terrain économique et social correspondait à l'opinion dominante dans les milieux scientifiques économiques. En Angleterre, sous l'influence de Robert Owen, de John Stuart Mill et du mouvement chartiste, il s'était manifesté une réaction contre la théorie libérale individualiste de Ricardo, qui prépara la voie à une autre conception des relations entre l'Etat et l'économie. Il n'en était pas ainsi en Allemagne où dominait, aussi bien dans le domaine scientifique qu'en politique, le parti dénommé « Union libre-échangiste ». Ses théories étaient réputées la sagesse même. Il n'était pas permis d'en douter, ni de les critiquer. Les adeptes des théories de l'école de Manchester ne parvinrent cependant pas à contester les conditions misérables dans lesquelles se trouvait la classe ouvrière. Mais, selon eux, il ne s'agissait que de maladies de l'enfance de l'industrialisme, appelées à disparaître d'elles-mêmes de par le développement des forces capitalistes ! Ils étaient unanimes à s'opposer à toute intervention de l'Etat dans le domaine social en prétextant que toute intervention de ce genre ne ferait qu'aggraver les maux dont on se plaignait. Les théories de l'individualisme le plus extrême, dans l'histoire des doctrines économiques, c'est-à-dire les « Harmonies économiques » de Frédéric Bastiat, furent accueillies avec enthousiasme en Allemagne.

Telle était la situation sociale et économique aux environs de 1870, alors que se manifesta une réaction dans les milieux économiques allemands. La jeune génération de l'école historique combattit les théories de l'école de Manchester et du parti de l'Union libre-échangiste. A la théorie du « laissez faire » en matière sociale telle qu'elle était soutenue par Bastiat et Prince-Smith, ils opposèrent la théorie de la solidarité sociale. Il semblait qu'il eût suffi d'une petite impulsion pour sortir l'économie nationale allemande de son état de stagnation. Les ouvrages de chercheurs inconnus jusqu'alors se succédaient à de courts intervalles. Le problème économique et social était étudié en partant d'une autre base. Dans son « Arbeiterfrage » (1870), Gustave Schmoller s'élève contre la conception suivant laquelle la

question sociale ne serait qu'un problème économique. L'économie nationale, dit-il, ne sera en mesure de la résoudre que si elle est inspirée par une conception morale du monde.

En demandant que l'économie ait une base morale, l'on s'oppose aux théories de l'école de Manchester, voire de l'école classique qui, en particulier par Ricardo, déniait toute valeur morale aux doctrines économiques. L'abandon du libéralisme économique intégral se traduisit au moins par la revendication tendant à l'intervention efficace de l'Etat dans le domaine économique. Si, d'après les théories de Manchester, la tâche économique de l'Etat consiste uniquement à administrer la justice, à assurer la sécurité, soit à se confiner dans les tâches de l'Etat guet-de-nuit, la jeune école historique combattait « cette philosophie de bourgeoisie rassasiée » (Herkner). Pour cette école, l'Etat est la « personnalité collective organisée » (Schmoller). Cette conception de l'Etat implique sans aucun doute de la part de l'Etat, une activité économique efficace.

Gustave Schmoller bénéficia de l'appui de Lujo Brentano. Ce dernier peut, sans exagération, être considéré comme le fondateur de la réforme sociale libérale en Allemagne. Il précisa ses buts dans le domaine de la politique sociale sans sacrifier le moins du monde les principes sociaux et économiques du libéralisme. C'est aussi dans ce cadre que se tient sa définition de la question ouvrière: « La question ouvrière nous paraît impliquer la tâche, non pas d'éliminer les différences existant entre les classes sociales, mais bien de les atténuer dans la mesure qu'exige une vie collective harmonieuse. » L. Brentano n'a pas cessé de prétendre que la situation de l'ouvrier pouvait être améliorée dans le cadre de l'économie capitaliste.

Brentano est le premier économiste allemand qui défendit vigoureusement l'idée de l'organisation syndicale. En qualité d'assistant à l'office de statistique de Berlin, le jeune savant se rendit en Angleterre en 1869/70 en vue d'y étudier la question sociale. Il étudia de façon approfondie l'organisation des syndicats anglais qui commençaient à prendre un grand développement. La société des constructeurs de machines, fondée en 1852, avait servi de modèle à l'organisation des ouvriers. Les luttes sociales très vives, qui avaient ébranlé le pays au cours des années de 1840 à 1850, s'étaient transformées en controverses pacifiques. A partir de 1871, les syndicats furent légalement reconnus et dès ce moment leur importance au point de vue économique grandit rapidement. Brentano résume ses impressions dans son ouvrage « Die Arbeitergilden der Gegenwart ». Cette étude est à coup sûr l'une des premières où les problèmes que posent le contrat de travail et le droit d'association furent traités sous tous leurs aspects. Si l'école classique — en particulier Ricardo — considère comme une marchandise le travail dont le salaire est déterminé par les lois qui régissent la formation des prix, Brentano ne s'élève

nullement contre cette conception économique du contrat de travail. Il accepte, en principe, sans autre la thèse suivant laquelle le travail est une marchandise, mais en même temps il prive les adeptes de l'école de Manchester de leur meilleure arme. Car, ajoute-t-il, — et il le démontre en de longues considérations — dans les circonstances actuelles, le travail ne représente pas une marchandise. L'ouvrier, quand il souscrit au contrat de travail, n'est pas libre vis-à-vis de l'employeur qui, lui, l'est. La notion « travail-marchandise » ne pourra équitablement être appliquée au contrat de travail que lorsque le salarié et l'employeur seront placés dans les mêmes conditions, lors de la conclusion du contrat. La seule possibilité, selon Brentano, de fortifier la position de l'ouvrier vis-à-vis du patron réside dans la création de syndicats. Brentano a reconnu clairement la grande importance de ces organismes pour l'émancipation de la classe ouvrière. Il ne cessa de les défendre contre la réaction sociale des employeurs et du gouvernement, leur allié.

II.

Les 13/14 juillet 1872, les économistes Brentano, Conrad, Engel, Hildebrand, Knapp, Mithoff, Roscher, Wagner, le rédacteur von Eckardt (correspondant hambourgeois) et quelques juristes se réunirent à Halle où Schmoller était professeur, en vue d'une « discussion préliminaire de la question sociale ». Il fut décidé qu'un congrès serait convoqué à Eisenach et l'on rédigea un appel dans lequel il était, en autres, dit ce qui suit :

« Convaincus que l'évolution sociale sera en grande partie déterminée par l'attitude qu'adopteront à l'endroit de la question sociale, les savants et les possédants, l'opinion publique, la presse et les gouvernements, les soussignés invitent à un échange de vues les hommes de tous les partis politiques, dont on peut admettre qu'ils s'intéressent à la question et qu'ils considèrent comme une erreur le « laissez faire et laissez passer » absolu en ce qui touche la question sociale. »

Ce congrès se réunit le 6 octobre 1872 à Eisenach. Dans l'histoire de la politique sociale, il est connu sous le nom « d'assemblée d'Eisenach ». Schmoller, Brentano et Engel présentèrent des rapports sur la réforme sociale et cette assemblée fit une profonde impression sur l'opinion publique. L'Union libre-échangiste se sentit touchée. La presse à sa dévotion ne se laissait pas d'invectiver la nouvelle tendance de l'économie nationale. Dans la *Berliner Nationalzeitung*, H. B. Oppenheim qualifiait les tenants de cette tendance « *Socialistes de la chaire* ». Ce faisant, il discréditait tous les participants au congrès d'Eisenach auprès de la « bonne société ». Mais, constata avec raison un quart de siècle plus tard Else Conrad, cette qualification qui devait être un quolibet ne tarda pas à honorer ceux à qui elle s'appliquait. Ludwig Bamberger, le chef des nationaux-libéraux, publia une étude sur la question ouvrière, dont le but était de défendre la doctrine proposée par l'école de Manchester. Malgré les fortes et puissantes

résistances auxquelles ils se heurtaient, les socialistes de la chaire tinrent bon. Le sentiment de servir un idéal noble et élevé leur aidait à supporter toutes les attaques. Leur destin commun développa en eux un sentiment de solidarité sans égale, à tel point que leurs adversaires en furent réduits à la défensive. Une véritable ardeur combattive les empoignait dès qu'il s'agissait de défendre un des leurs en butte à d'injustes attaques. Cette période fut marquée de controverses politiques passionnées. Comme jamais auparavant, la jeune génération des économistes se trouvait à l'avant-garde afin de frayer la voie aux idées modernes dans le domaine de la politique sociale, avec tout le poids de leurs personnalités et de leur ferme volonté.

Une année après le congrès d'Eisenach — le 13 octobre 1873 — l'Association pour la politique sociale fut créée par les mêmes hommes. C'était une Union créée pour la lutte en faveur de buts politiques qu'elle s'était assignés. On pensait qu'elle aurait un mot décisif à dire au cours des controverses futures en matière de politique sociale et économique. Il n'en fut cependant pas ainsi. Les buts de l'Association pour la politique sociale n'avaient pas été définis de façon très précise et la structure de l'association n'était pas très homogène. Si tous les membres dirigeants étaient étroitement unis dans la lutte contre l'école de Manchester, l'unité faisait défaut dès qu'il s'agissait de formuler des revendications concrètes. Gustave Schmoller et le premier président Gneist désiraient faire de l'association qui nous occupe, une institution pour fonctionnaires administratifs, à l'exemple du congrès des juristes allemands. Brentano, avec son tempérament ardent, espérait que l'association conquerrait de haute lutte les lois de politique sociale qu'elle considérerait comme nécessaires. En d'autres termes, qu'elle jouerait le rôle d'un parti politique. Adolphe Wagner soutenait un autre point de vue. Ancien adepte de l'école de Manchester, il se rallie à la doctrine de Rodbertus le socialiste conservateur. Etant donnée sa tendance à systématiser, il considère la question sociale dans son ensemble et non pas uniquement sous l'angle de la protection des ouvriers de fabrique. Cette tendance visant au socialisme d'Etat, à une royauté sociale, du fait qu'elle cherchait à combiner ses idéaux monarchistes avec certaines théories socialistes, fut surtout appuyée par le parti chrétien-social de Stöcker. Mais il lui fut impossible de percer au sein de l'Association pour la politique sociale. Il en fut de même de l'idée de Brentano, de créer un parti de réformes sociales. Gustave Schmoller l'emporta sur toute la ligne. En 1883, l'assemblée générale supprima les votations et dès lors l'Association pour la politique sociale ne fut plus qu'une société d'études et de discussion.

Cette évolution de l'Association pour la politique sociale correspond aux transformations profondes qui caractérisent la vie sociale et économique en Allemagne à cette époque. Quand, entre 1870 et 1880, la jeune école historique soumit sa doctrine à

l'opinion publique, la question sociale se résumait dans le problème que posait l'intégration de la classe ouvrière dans l'ordre social et politique existant. La notion de politique sociale impliquait la protection ouvrière, parce que d'autres tensions sociales n'existaient pas encore.

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, l'Association pour la politique sociale s'occupe encore des problèmes que pose la lutte sociale de la classe ouvrière. L'assemblée générale de 1890 traite du droit d'association. A cette occasion, le porte-parole des employeurs déclare qu'en principe, en cas de conflit, il se refuse à négocier avec les organisations ouvrières. A cette époque, les personnalités dirigeantes de l'association se plaçaient encore aux côtés de la classe ouvrière et proclamaient hautement la nécessité des coalitions. Mais, déjà au cours des années suivantes, quand la réaction sociale, sous la direction de von Stumm et du comte Posadowsky-Wehner, l'emporta de nouveau, l'association se tint à l'arrière-plan de la lutte. Lors de la grande grève des ouvriers du port de Hambourg, seuls parmi les savants allemands, Tönnies, Brentano, Herkner et Jastrow, appuyèrent les revendications des grévistes. L'Association pour la politique sociale se tint aussi sur la plus grande réserve lors de la discussion du projet de loi connu sous le nom de « Zuchthausvorlage ». Alors que les socialistes démocrates et les économistes se recrutant parmi les réformateurs sociaux luttaient vigoureusement par la parole et par la plume contre l'aggravation du droit d'association, l'Association pour la politique sociale s'en désintéressa complètement, alors que 20 ans plus tôt elle eût défendu passionnément les droits des ouvriers. En 1905, à l'assemblée de Mannheim, le contrat de travail constitua pour la dernière fois le point central de la discussion. Brentano, qui était rapporteur, soutint le point de vue — contraire à celui des employeurs — que dans les entreprises privées géantes, les rapports de travail ne pouvaient pas être réglés individuellement. Dans de pareils cas, le contrat de travail devait être conclu avec la communauté des ouvriers. Il stigmatisa de la façon la plus nette l'hypocrisie de ceux qui invoquaient la protection individuelle de ceux qui désiraient travailler.

Peu d'années après, l'Association pour la politique sociale abandonna définitivement la lutte en faveur du progrès social. L'assemblée de Vienne conféra la sanction scientifique à cette évolution. Le point de vue défendu par Max Weber et Werner Sombart l'emporta, c'est-à-dire qu'il fut entendu que la science ne devait et ne pouvait pas émettre de jugement de valeur (Werturteil). Cette décision marqua un tournant décisif dans l'activité de l'Association pour la politique sociale.

Cette évolution, interrompue pendant les années de guerre, se poursuivit de façon constante jusque dans les temps présents. De plus en plus, l'Association pour la politique sociale se trans-

forma en une académie des sciences sociales. Il ne faudrait cependant pas croire que tous les membres dirigeants de cette association aient approuvé cette évolution. Lujo Brentano, le fondateur de l'association, regretta toujours ce fait. Dans ses Mémoires, il s'élève encore contre les tenants de la conception qui l'avait emporté : « C'est pourquoi je n'ai pas été surpris que dans l'état des membres du comité de l'association figurassent plus tard des noms d'hommes qui au début ne se hasardaient pas à assister à nos assemblées, car ils craignaient que cela pût leur gêner si, à pareille occasion, leur nom eût été publié dans un journal... Si, étant donnée cette attitude, j'étais resté dans l'Association pour la politique sociale, cela eût été interprété comme une approbation tacite de son indifférence à l'endroit des dangers qui menacent le cœur et les reins du peuple allemand ; c'eût été renier tout mon passé. » A l'âge de 85 ans, en 1929, après avoir appartenu à l'association pendant des décennies, Brentano donna en effet sa démission de membre de ladite association.

Cette démonstration, qui fait honneur à l'ardeur combattive de Brentano, ne parvint pas à modifier l'attitude de l'association. Heinrich Herkner déclara même un jour que l'Association pour la politique sociale s'était transformée en une société contre la politique sociale. Ces dures paroles n'appelèrent aucune réaction, car on était résigné à subir cette évolution. Dans ces conditions, il est compréhensible qu'au cours des ans l'influence, qu'exerçait l'association, ait diminué. Les importantes décisions dans le domaine économique furent de plus en plus prises en dehors de l'Association pour la politique sociale. Même au sein de l'association les oppositions se faisaient de plus en plus rares. L'assemblée générale de 1932, — qui fut la dernière — à Dresde, fait exception à la règle. Après avoir entendu un rapport impressionnant d'Emile Lederer qui s'élevait résolument contre les tendances à l'autarchie et à un nationalisme outré, l'assemblée fait une longue ovation à l'orateur.

Cette transformation d'une société constituée au début, d'un noyau de lutteurs intrépides en faveur de la réforme sociale en une simple société de discussion, n'a pas lieu de nous surprendre. Les transformations de l'Association pour la politique sociale reflètent l'évolution du haut capitalisme. Quand l'association commença son activité, le haut capitalisme était à son apogée. Une politique sociale, pour qu'elle soit efficace, devait être fondée sur les bases politiques et sociales de ce capitalisme. Mais aujourd'hui, les conditions décisives pour un développement progressif du capitalisme n'existent plus. Il s'ensuit qu'une politique sociale sur une base individualiste libérale est impossible. Si l'Association pour la politique sociale avait voulu élucider les problèmes décisifs que posent les temps présents, elle eût dû considérer le capitalisme dans sa totalité, car aujourd'hui la question sociale n'est plus circonscrite aux ouvriers de fabrique seulement.

Au cours de ces dernières années, l'Association pour la politique sociale ne se trouvait plus au premier plan des controverses économiques. Dans maintes assemblées générales, l'on ne discuta que des problèmes théoriques. Mais — ce témoignage ne peut pas lui être refusé — elle fut toujours partisan de la libre recherche. Dans son sein, la liberté de discussion était complète. Les questions relevant des conceptions philosophiques, les convictions politiques furent toujours discutées et ce furent les esprits les plus brillants des sciences sociales allemandes qui prirent part à ces controverses. C'est pourquoi l'Association pour la politique sociale, malgré son attitude réservée, a joui d'une haute considération jusque dans les temps présents. Il est peu de sociétés scientifiques qui ne se soient pas inclinées devant le national-socialisme. L'Association pour la politique sociale est du nombre. Elle se dissout en signe de protestation muette. Comment eut-elle pu, elle, dont la meilleure tradition était la sauvegarde de la liberté scientifique, subsister dans un temps où le drille à la mode des S. A., la science des armements et le sang sont les caractéristiques les plus saillantes d'une « culture » allemande en pleine décadence.

Le nombre de signatures pour l'initiative de crise

comparé à celui obtenu pour l'impôt de crise et le referendum contre la loi sur la baisse des salaires.

Résultats par cantons et par districts.

Districts	Impôt de crise	Baisse des salaires	Initiative de crise
<i>Canton de Zurich:</i>			
Affoltern	561	868	918
Andelfingen	827	687	1,574
Bülach	2,007	2,082	2,859
Dielsdorf	923	1,266	1,285
Hinwil	2,690	2,321	3,800
Horgen	3,722	4,207	3,846
Meilen	1,950	1,607	2,449
Pfäffikon	1,086	1,187	1,791
Uster	1,521	1,435	2,911
Winterthur	9,630	9,391	9,458
Zurich	27,184	26,541	29,524
(De l'O. S. R.)	—	13,663	—
Total	52,101	65,255	60,415
<i>Canton de Berne:</i>			
Aarberg	1,135	1,527	1,909
Aarwangen	2,801	3,190	4,822
Berne	16,809	20,049	21,883